

En Amérique latine, le virage à (l'extrême) droite

Entre 2015 et 2019, l'Amérique latine a basculé vers des gouvernements de droite traditionnelle. Depuis 2019, la crise des partis traditionnels et le rejet des politiques d'austérité ont favorisé la montée de nouvelles forces politiques, jusqu'à l'arrivée de l'extrême droite, au pouvoir dans plusieurs pays. L'Argentine, le Chili, le Pérou et la Colombie sont les cas les plus marquants.

Juan Carlos CAPURRO, président du Comité d'action juridique (CAJ), membre de la FIDH⁽¹⁾

C'est le cas argentin qui illustre le plus clairement les raisons des changements successifs d'humeur de l'électorat, en Amérique latine, dont la principale d'entre elles est la corruption. Le couple Kirchner⁽²⁾, à partir de 2004, a su tirer parti d'une conjoncture favorable à l'exportation de soja et d'autres matières premières. Une partie de cette rente a été investie dans l'amélioration des infrastructures, des salaires et des fonds publics⁽³⁾, d'où sa grande popularité. Mais de graves cas de corruption sont apparus, suscitant un sentiment d'indignation générale, lequel a préparé le terrain pour un changement de gouvernement. C'est ainsi que le candidat de droite, Mauricio Macri⁽⁴⁾, a triomphé. Loin de s'attaquer à la baisse des salaires et à la montée du chômage, il a opté pour l'affrontement avec le mouvement populaire des enseignants et des

retraités, en orchestrant une vaste opération de répression⁽⁵⁾. Parallèlement, il a obtenu⁽⁶⁾ un prêt scandaleux de quarante-cinq-milliards de dollars. La totalité de cette somme a été utilisée pour organiser une fuite de capitaux.

Le rejet général du gouvernement Macri a permis au kirchnérisme de revenir au pouvoir. Sa figure de proue, Cristina Kirchner, a imposé Alberto Fernández comme candidat. Peu après son entrée en fonction, la pandémie a éclaté. Le gouvernement a interdit aux citoyens de sortir de chez eux... mais le Président a organisé des fêtes chez lui⁽⁷⁾. Ces événements, révélés par des vidéos⁽⁸⁾, ont indigné. Par ailleurs, hormis le remboursement ponctuel de la dette extérieure contractée par Macri, le gouvernement Fernández a dérivé, sans cap.

Une figure inconnue a commencé alors à se faire connaître : Javier Milei. Il s'en est pris à tous les dirigeants politiques et dénoncé, à coups d'insultes et d'attitudes agressives, les responsables de la situation socioéconomique du pays. Et il a remporté le scrutin. Avec 56 % des voix, c'est un vote de contestation, né du désespoir et de la lassitude face aux échecs des administrations précédentes, qui a poussé l'électorat à voter pour quelqu'un qui promettait d'en finir avec l'« establishment », la « caste ». Or Milei a impulsé des mesures dirigées non pas contre cet « establishment », mais contre la population : gel des salaires et des pensions, déjà dérisoires, licenciement de centaines de milliers d'agents de l'État. Et il

a favorisé et continue de favoriser une partie des secteurs de la finance et des affaires. Pour s'assurer des voix au Parlement, il s'est associé aux gouverneurs, y compris ceux issus du péronisme, gouvernant avec eux depuis lors. C'est pourquoi il n'existe aujourd'hui aucune opposition de poids. À cela s'ajoute le soutien de la CGT⁽⁹⁾, d'obédience péroniste, qui, grâce à des avantages et des accords économiques, paralyse toute opposition au sein des syndicats et des usines.

Chili : de la révolte populaire à Kast

Au Chili, le gouvernement de Michelle Bachelet avait impulsé une réforme fiscale, des réformes de l'éducation, des politiques de genre, et lancé un processus constituant. Son second mandat, qui s'est achevé le 11 mars 2018, a été fragilisé par des crises économiques et des difficultés de gouvernance qui ont nui à l'image de la coalition formée par le Parti socialiste et la « Nueva Mayoría » (partis de centre gauche).

C'est ainsi qu'une coalition de droite libérale et conservatrice, dirigée par le nouveau président Sebastián Piñera, a remporté les élections de 2018. Son gouvernement a alors ouvertement protégé les secteurs concentrés du grand capital. Le mécontentement populaire croissant a fini par éclater à la suite de la hausse du coût des transports. Des lycéens ont appelé à franchir les portillons du métro, sans

(1) Fédération internationale pour les droits humains.

(2) Nestor puis Cristina Kirchner, son épouse, se sont succédé à la présidence de l'Argentine.

(3) Des investissements qui ont toutefois diminué progressivement avec la crise mondiale de 2008 et ses répercussions ultérieures.

(4) Président de 2015 à 2019.

(5) Plusieurs jours d'attaques brutales, faisant de nombreux blessés et entraînant des arrestations.

(6) Avec le soutien de la première administration Trump.

(7) Notamment pour l'anniversaire de son épouse.

(8) Prises par des participants.

(9) Confédération générale du travail.



payer. L'embrasement s'est élargi, donnant lieu à la plus vaste mobilisation populaire depuis l'époque du gouvernement de Salvador Allende. Le gouvernement a réagi par la répression⁽¹⁰⁾. Il y avait une dynamique d'assemblées démocratiques dans tout le pays, dans les universités, les quartiers populaires et les usines, traitant les questions les plus urgentes, tout en discutant⁽¹¹⁾ d'une solution globale aux problèmes du Chili. Un exercice de démocratie directe qui a pris fin brutalement avec l'arrivée de la pandémie. En mars 2022, le rejet populaire de Piñera a conduit à l'élection de Gabriel Boric, candidat indépendant soutenu par une coalition de gauche regroupant le Parti communiste du Chili et d'autres forces politiques mineures.

(10) Amnesty International et Human Rights Watch ont dénoncé les blessures oculaires délibérément infligées aux manifestants : les Carabineros (force de maintien de l'ordre) tiraient en visant les yeux des participants. À cette même période, la FIDH a mené une mission au Chili, dirigée par le Comité d'action juridique-CAJ (Argentine), en collaboration avec la Confédération latino-américaine des travailleurs de l'État (Clate) et l'organisation chilienne de défense des droits humains (Codepu), qui a produit un rapport en temps réel sur la répression, et documenté les revendications de la population.

(11) Comme l'a relevé le rapport de la FIDH.

(12) Ollanta Humala (jusqu'en 2016), Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018), Martín Vizcarra (2018-2020), Manuel Merino (2020), Francisco Sagasti (2020-2021), Pedro Castillo (2021-2022), Dina Boluarte (2022-2026), Keiko Fujimori (juillet 2026).

L'administration Trump soutient les gouvernements d'extrême droite en Amérique latine pour réaffirmer l'influence américaine sur son « arrière-cour ». On voit ici Javier Milei, Président argentin, offrir à Elon Musk, alors membre de ladite administration, une tronçonneuse lors de la Conférence internationale de la droite conservatrice (CPAC), en 2025. Soit le symbole de leur détestation de la bureaucratie et de leur volonté commune de couper dans les dépenses publiques.

Le gouvernement de Boric a organisé deux consultations nationales pour mettre en œuvre des réformes constitutionnelles. Toutes deux ont été rejetées par la population. Boric n'a apporté aucune réponse aux doléances qui avaient mobilisé le Chili en 2019. Au contraire, son gouvernement a adopté une ligne conservatrice, perdant progressivement tout soutien populaire, à l'instar du gouvernement Fernández-Kirchner, en Argentine. Il n'a pas pris de mesures concrètes face au chômage, à la faiblesse des revenus et aux problèmes des fonds de retraite. Par ailleurs, le Président a réprimé des manifestations et fait emprisonner des opposants, des pratiques bien

éloignées des principes d'un gouvernement de gauche.

C'est ce qui a permis la victoire de José Antonio Kast le 11 mars 2026, dans un contexte de rejet populaire massif de la politique précédente. Kast incarne un gouvernement aux idées d'extrême droite et tente, face à une contestation croissante, de mener une politique similaire à celle de Milei, en Argentine.

Pérou : dix ans de crise et d'instabilité

Le cas péruvien illustre, dans toute sa brutalité, la crise de gouvernance qui frappe les pays de la région. Dans une certaine mesure, il constitue une manifestation exacerbée des contradictions de la situation économique mondiale et des crises étatiques croissantes qui en découlent. Il suffit de passer en revue la liste des gouvernements successifs, généralement éphémères⁽¹²⁾. Huit présidents en dix ans... Un cas exceptionnel à l'échelle mondiale :

- Humala s'est présenté avec un programme de gauche nationaliste. Son gouvernement n'a opéré aucun changement substantiel ou majeur ;
- Kuczynski, libéral de droite, a gouverné face à un Congrès hostile et a dû démissionner en pleine affaire de corruption impliquant son administration⁽¹³⁾ ;
- Vizcarra, d'orientation réformiste, a dû

dissoudre le Congrès en 2019, faute de soutien de ce dernier. Il a été destitué en novembre 2020 pour «incapacité morale permanente»;

- Merino, de centre-droit, a pris ses fonctions en novembre 2020, avant de devoir démissionner face à des manifestations massives et à la mort de deux jeunes lors de la répression policière;

- Sagasti, de droite libérale, a dirigé la transition électorale et la fin de la pandémie;

- Castillo, issu de la gauche rurale et syndicale conservatrice, a annoncé en 2022 la dissolution du Congrès et l'instauration d'un gouvernement d'exception. Il a été destitué et arrêté quelques heures plus tard;

- Boluarte a été élue sur un ticket de gauche, mais son gouvernement a été de droite, bénéficiant du soutien de cette formation au Congrès. Durant son mandat, elle a durement réprimé les manifestations du monde rural et paysan qui soutenait Castillo⁽¹⁴⁾.

C'est ainsi que Keiko Fujimori a accédé au pouvoir. Son orientation est ouvertement d'extrême droite. Son arrivée s'explique par le soutien d'une partie de l'électorat urbain en faveur de «l'ordre» et d'une certaine stabilité, après tant de turbulences. Mais les problèmes de la population n'ont pas été résolus et son programme – similaire à ceux de Milei et de Kast – laisse présager de nouveaux affrontements violents, en milieu rural comme urbain.

Colombie: de la droite à l'extrême droite

En Colombie, depuis 2018, quatre présidents se sont succédé.

Juan Manuel Santos⁽¹⁵⁾ a dirigé un gouvernement de droite, se qualifiant lui-même de «*pragmatique*». C'est lui qui a signé l'accord de paix avec les Farc⁽¹⁶⁾, et qui a déposé les armes.

Ivan Duque⁽¹⁷⁾, aussi issu de la droite, a entravé l'accord signé par Santos, tenté de faire adopter une réforme fiscale qui a échoué au Parlement, et mené une politique de répression ouverte, face aux nombreuses manifestations populaires survenues entre 2019 et 2021.

Gustavo Petro⁽¹⁸⁾ a été le premier Président de l'histoire du pays à se revendiquer clairement de gauche. Il a tenté de mener une politique démocratique, mais n'est pas parvenu à opérer des changements substantiels répondant aux attentes de la population. C'est ainsi qu'Abelardo de la Espriella

«Les électeurs ont été conduits à voter pour l'extrême droite par lassitude envers les partis traditionnels. Face à une crise économique mondiale et à son cortège de chômage, de maltraitance des populations, de pénuries et de répression, ceux-ci ont montré leur incapacité à résoudre la crise, si ce n'est en imposant des mesures d'austérité.»

a remporté les dernières élections. Figure d'extrême droite et «outsider» de la politique traditionnelle, il promet un gouvernement similaire à celui de Milei.

Washington, allié des droites extrêmes

La politique du gouvernement des États-Unis sous-tend toute cette situation dans la région, quel que soit le gouvernement en place. L'ingérence de l'administration du président Trump est un fait notoire: elle soutient tous les gouvernements d'extrême droite, pour reprendre le contrôle de l'Amérique latine en tant qu'«arrière-cour». Ainsi une extrême droite aux caractéristiques et intentions fascisantes domine en Amérique latine, et elle est parvenue au pouvoir par la voie d'élections démocratiques⁽¹⁹⁾.

S'agit-il d'un basculement des électeurs vers des convictions de type fasciste? Nous

ne voyons pas les choses ainsi. Les électeurs ont été conduits à ce type de vote par une lassitude à l'égard des partis traditionnels, de droite comme de gauche. Face à une crise économique mondiale et à son cortège de chômage, de maltraitance des populations, de pénuries et de répression, ces partis ont montré leur incapacité à résoudre la crise, si ce n'est en imposant des mesures d'austérité affectant les salaires, les retraités, l'éducation et la santé.

La démagogie et la confusion entretenues par les secteurs les plus concentrés de la finance et, en partie, de l'industrie de ces pays – avec la complicité des milieux politiques et syndicaux traditionnels, eux-mêmes bénéficiaires de privilèges –, ont engendré une perte de confiance envers les formes de démocratie électorale connues en Occident depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cela a engendré scepticisme et désespoir au sein de l'électorat, qui a choisi de sanctionner, par les urnes, ces mesures d'austérité et ces échecs antérieurs. Et ce sont les forces marginales de la vie politique de chaque pays qui ont occupé le terrain; des mouvements entretenant des liens directs avec le secteur financier et, plus particulièrement, avec les créanciers détenant les dettes extérieures colossales de ces États. Des opérations ont ainsi été lancées, visant à faire payer à la population les dettes de l'État au prix du chômage, de la suppression des aides sociales, de la fermeture d'hôpitaux, d'écoles et d'universités, ainsi que de la réduction drastique des pensions de retraite.

L'austérité a été prônée en ces termes par l'extrême droite: le «déficit budgétaire» est proscrit. Toutefois, sa mise en œuvre a précédé l'arrivée de ces nouveaux gouvernements: tous les exécutifs précédents, de droite comme de gauche, ont appliqué cette même recette d'austérité croissante, sous la pression des marchés. Cette situation a débouché sur un vote de rejet aveugle en faveur de l'extrême droite, dans l'espoir que «moins d'État» ou le rejet de la «caste» apporterait le bien-être à la population.

La mobilisation populaire croissante au Chili, en Colombie et, sans aucun doute, sous peu, au sein d'une part significative de la population de tous ces pays, remettra en question les politiques incarnées par des figures telles que Kast, de la Espriella, Milei ou Fujimori. ●

(13) Le scandale «Odebrecht», impliquant le géant brésilien du BTP du même nom et de nombreuses personnalités politiques à travers le monde.

(14) Amnesty International, Human Rights Watch et la FIDH ont dénoncé cette répression, qui a fait des morts ainsi que des centaines de blessés et de personnes emprisonnées.

(15) Qui a achevé son mandat en 2018.

(16) Forces armées révolutionnaires de Colombie.

(17) 2018-2022.

(18) 2022-2026.

(19) Et non par des coups d'État ou des intrigues de palais.